

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

**Maintenance des onduleurs en île de France
(St-Mandé 94, Trappes 78 et Orly 91)**

Marché n° 2531A0310

Vos interlocuteurs Météo-France :
Direction des achats publics
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Table des matières

Cahier des clauses particulières.....	4
1. Objet du marché public.....	4
2. Documents contractuels.....	4
3. Décomposition du marché public.....	4
4. Procédure de passation et Forme du marché public.....	4
5. Durée du marché public.....	5
6. Démarrage des prestations et délais de réalisation.....	5
7. Montant du marché public.....	5
8. Notification des informations et des décisions.....	5
9. Définition du besoin.....	5
10. Variantes.....	6
11. Modalités d'exécution des prestations.....	6
11.1. Conditions générales.....	6
11.1.2 Obligations de Météo-France.....	7
Saint Mandé et Trappes.....	8
Orly.....	8
11.2. En cas de groupement d'opérateurs économiques.....	9
11.3. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail.....	9
11.4. Sous-traitance.....	10
11.5. Gestion des emballages.....	10
12. Obligations du titulaire.....	10
12.1. Assurances.....	10
12.2. Insertion sociale.....	10
12.3. Obligations environnementales du titulaire.....	10
12.4. Accès réglementé aux locaux.....	10
12.5. Responsables et correspondants techniques de Météo-France sur sites.....	10
12.6. Secret professionnel.....	11
12.7. Transfert des données.....	11
12.8. Information et conseil.....	11
13. Constatation de l'exécution des prestations.....	11
14. Garantie.....	11
15. Personnes désignées pour l'exécution des prestations.....	12
16. Propriété intellectuelle.....	13
17. Protection des données personnelles.....	13
17.1. Obligations du titulaire.....	13
17.2. Mesures de sécurité.....	13
17.3. Droit d'information des personnes concernées.....	13
17.4. Notification des violations de données à caractère personnel.....	14
17.5. Assistance.....	14
17.6. Registre des catégories d'activités de traitement.....	14
17.7. Documentation.....	14
18. Établissement des prix.....	14
18.1. Définition.....	14
18.2. Révision des prix.....	14
18.3. Modalités applicables en cas de titulaire étranger.....	15
19. Paiements.....	15
19.1. Modalités de paiement.....	15
19.2. Avance.....	15
19.3. Intérêts moratoires.....	16
19.4. Établissement des factures.....	16
20. Cession ou nantissement des créances.....	16
21. Pièces et attestations à fournir.....	17
21.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail).....	17

21.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail).....	17
21.3. Liste nominative du personnel étranger.....	17
21.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs.....	17
22. Pénalités.....	18
22.1. Pénalités pour retard.....	18
23. Résiliation.....	18
24. Litiges et attribution de juridiction.....	18
25. Dérogations.....	19

Cahier des clauses particulières

1. Objet du marché public

Le présent marché public a pour objet la maintenance préventive et curative d'onduleurs sur les sites de Météo-France localisés à Trappes (78), Saint-Mandé (94) et Orly (91), avec une répartition de deux onduleurs par site.

2. Documents contractuels

Le présent marché public est constitué par les documents contractuels suivants, énumérés par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement et son annexe financière dûment signé, dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;
2. le présent cahier des clauses particulières (CCP) dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;
3. le cadre de réponse dûment rempli.
4. Les compte-rendus de visite des sites, remplis et signés
5. le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Il peut être consulté depuis le site internet <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques> ;
6. le mémoire technique du titulaire, qui s'applique en tout ce qui ne serait pas contraire aux stipulations définies dans les documents ci-dessus, lesquelles prévalent en cas de contestation ;
7. les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire, sur ses tarifs ou au dos de ses factures qui serait contraire aux documents indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

3. Décomposition du marché public

“Pour une question de cohérence et de suivi des prestations, le marché public n'est pas décomposé en lots.

4. Procédure de passation et Forme du marché public

Le marché public est établi en application du code de la commande publique.

La procédure mise en œuvre est une procédure adaptée en application des articles R. 2123-1 à R. 2123-7 du code de la commande publique.

- Il s'agit d'un marché composite :
- Une partie des prestations est passée sous la forme d'un marché ordinaire à prix forfaitaires pour les prestations de maintenance préventive identifiées à l'annexe financière.
- L'autre partie, pour des prestations de maintenance curative, est passée sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique. Les bons de commandes peuvent être passés durant la période de validité du marché sans que leur durée d'exécution ne dépasse de plus de six mois sa date de fin de validité.

5. Durée du marché public

Le marché public prend effet le 1^{er} janvier 2026 ou à sa date de notification si celle-ci est postérieure, pour une première période courant de la date de notification au 31 décembre 2026.

Il est reconductible tacitement à compter du 1^{er} janvier 2027 trois fois pour une nouvelle durée de un an lors de chaque reconduction soit jusqu'au 31 décembre 2029. La durée maximale ne pouvant excéder 4 ans.

Si Météo-France ne souhaite pas reconduire le marché public, l'établissement en informe le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception au moins un mois avant l'échéance.

En cas de mauvaise exécution des prestations prévues au contrat, Météo-France pourra, quinze jours ouvrés après réception par le titulaire d'une mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception et demeurée sans effet, résilier le contrat sans indemnité. Météo-France s'acquittera alors du montant des prestations réellement exécutées sur la base des prix en vigueur.

6. Démarrage des prestations et délais de réalisation

Les prestations de maintenance préventive commencent à s'exécuter à la date de notification du marché. Les commandes peuvent être passées à cette même date pour des opérations de maintenance curative.

Par dérogation aux stipulations de l'article 13.2.4 du CCAG applicable, les bons de commandes peuvent être passés durant la période de validité du marché public et s'exécuter au-delà de la date de fin de validité du marché public, sans que leur durée d'exécution dépasse de plus de six mois cette date de fin de validité.

Des représentants de Météo-France et du titulaire se réunissent peu de temps après la notification, sans surcoût, pour préciser certaines modalités de mise en œuvre.

7. Montant du marché public

Le montant maximal du marché sur toute sa durée de validité (périodes de reconduction comprises, soit 4 ans) est fixé à 60 000 € HT, soit 72 000 € TTC.

Les quantités minimales des prestations susceptibles d'être commandées par bon de commande durant la validité du marché public, éventuelles périodes de reconduction comprises, est un remplacement total de batteries sur trois onduleurs.

Cette information est donnée à titre indicatif aux candidats et ne constitue pas un engagement de commande de la part de Météo-France. Le titulaire du marché ne pourra prétendre à une indemnité si ce montant n'est pas atteint au terme du marché.

8. Notification des informations et des décisions

Par dérogation aux articles 2 et 3.1.1 du CCAG applicable, la notification au titulaire des informations et décisions prises par Météo-France pour l'exécution du présent marché public peut être réalisée par courriel. Le destinataire accuse réception des courriels adressés par Météo-France en précisant la date et l'heure de leur réception. Cette date et cette heure font courir les délais applicables prévus par le marché public. En l'absence de réception par Météo-France d'un accusé de réception dans un délai de huit jours à compter de leur envoi au titulaire, les informations et décisions adressées par courriel sont réputées réceptionnées par le titulaire et notifiées à la date et à l'heure de leur envoi.

9. Définition du besoin

Pour une question stratégique, il était impératif de renouveler le marché précédent n° 2131A0207 arrivant à son terme au 31 décembre 2025.

Dans le cadre du maintien en condition opérationnelle des matériels nécessaires à la bonne exécution des missions de Météo-France, la maintenance des onduleurs de Météo-France sur les sites de St-Mandé (94), Trappes (78) et Orly (91) constitue une prestation de service stratégique.

Cette prestation comprend une maintenance préventive annuelle, et une maintenance curative en cas de besoin.

A noter que les besoins du site d'Orly peuvent évoluer en cours de marché en raison d'une potentielle reprise de la maintenance multitechnique de ce site par ADP.

Sites	Adresse	Onduleur (*)	1 ^{re} mise en service	Suivi préventif	Suivi correctif et changement de batterie	Estimation prochain Chgt batteries
Trappes	7, rue Teisserenc de Bort -78195 Trappes	Bâtiment 1 : Onduleur Marque Riello Modèle Master MPT – 30 KVA – 27 KW Capacité des batteries (Ah): 32 batteries de 20 Ah Tension des batteries (Vdc): 384	2016	Prestations annuelles	Chgt batteries et pièces d'usure en oct 2020	Courant 2026
		Bâtiment 41: Onduleur Marque Riello Modèle Sentinel Power Code modèle: UTM48K0 - 8 KVA – 6,4 KW capacité des batteries (Ah): 40 batteries de 9 Ah Tension des batteries (Vdc): 240	2016		Chgt batteries en 2024 et pièces d'usure en 2025	Courant 2029
St Mandé	73 avenue de Paris -94165 Saint-Mandé	2 onduleurs RIELLO RT12006 de 120 KVA en redondance série hot stand by 2 chantiers de 2 séries de 38 batteries monoblocs Type CSB GP121000	2005	Prestations annuelles	Pièces d'usure et Changement batteries : Décembre 2020	Courant 2026
Orly	Rue de la Travée - Orly parc - 91200 Athis Mons - Hors zone réservée	Onduleur 1 ANA Marque Riello/ Modèle SDU5000 – 5 KVA Batterie 12V 9Ah date batterie : 2018 Marque Batterie CSP GP12460 Nombre de batterie/chaîne : 15 Nombre de chaîne : 2 Nombre total de batterie : 30	Février 2018	Prestations annuelles depuis 2019	Changement batteries : juin 2022	Courant 2027
		Onduleur 2 ANA Marque Riello/ Modèle SDH3000 – 3 KVA Batterie 12V 9Ah date batterie : 2018 Marque Batterie CSP GP12460 Nombre de batterie/chaîne : 3 Nombre de chaîne : 1 Nombre total de batterie : 3	Février 2018		Changement batteries : juin 2022	Courant 2027

10. Variantes

Sans objet.

11. Modalités d'exécution des prestations

11.1. Conditions générales

Le titulaire nomme un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de Météo-France pour tout ce qui concerne l'ensemble des aspects techniques et contractuels.

Sont exclus du présent marché:

- les accidents résultant des causes suivantes : orages, inondations, incendie de toute nature, guerre civile ou étrangère, mouvements populaires, émeutes, rixes,
- toutes détériorations ou accidents causés par un tiers et en général tout événement de cas fortuit ou de force majeure,
- les déplacements de constatations suite à un défaut de fourniture d'énergie,
- les travaux d'électricité sur le circuit intérieur et tous travaux n'étant pas du ressort des techniciens du titulaire, ainsi que la remise en conformité des installations.

11.1.1 Obligations du titulaire

Le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour que son personnel possède les qualifications et habilitations nécessaires aux opérations et dans le respect des normes de sécurité. Un plan de prévention sera mis en place.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et matériels causés à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour exécuter les prestations du marché, en particulier:

- La fourniture de pièces détachées compatibles avec le matériel à maintenir ;
- L'échange des pièces sur place. En cas d'échange de batteries, le modèle de remplacement doit être agréé par le fabricant de l'onduleur afin d'assurer la compatibilité et la fiabilité de l'équipement ;
- La mise à niveau technique ;
- La reprise des pièces usagées et mise en décharge appropriée ou en recyclage.
-

11.1.2 Obligations de Météo-France

Météo France s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires au titulaire pour réaliser ses prestations dans de bonnes conditions d'accès et de sécurité ;
- à prendre toute assurance utile contre les risques découlant de l'existence même des installations ;
- à prendre à sa charge les visites de contrôle réglementaire par un organisme agréé et les remises en état en découlant.

11.1.3 conditions d'interventions

- Les conditions d'intervention sont précises, en particulier relativement aux conditions météorologiques critiques qui nécessitent de disposer des conditions maximales de sécurité électrique, ou hors des créneaux horaires de fortes sollicitations (matinée) :
- **Trappes**
 - conditions administratives d'accès : aucune ;
 - période d'intervention : courant juin
 - préavis d'intervention : 10 jours ouvrés;
 - confirmation par mail de la date d'intervention par Météo-France
 - possibilité d'annulation par Météo France la veille (avant 14h) pour le lendemain
 - plage horaire de l'intervention : 8h30/ 16h30
 - présence du personnel de maintenance Météo-France : impérative.
- **Saint Mandé**
 - conditions administratives d'accès: aucune
 - période d'intervention: 1er trimestre

- préavis d'intervention: 10 jours ouvrés
- confirmation par mail de la date d'intervention par Météo-France
- possibilité d'annulation par Météo France la veille (avant 14h) pour le lendemain
- plage horaire de l'intervention : 8h30/ 16h30
- présence du personnel de maintenance de Météo-France : impérative.

- **Orly**

- conditions administratives d'accès: aucune;
- période d'intervention: courant juin
- préavis d'intervention: 10 jours ouvrés
- confirmation par mail de la date d'intervention par Météo-France
- possibilité d'annulation par Météo France la veille (avant 14h) pour le lendemain
- heures d'intervention: après 13h00 ; Heure limite de fin d'intervention 17h30
- présence du personnel de maintenance Météo-France : impérative.

11.1.4 Descriptions des prestations attendues

11.1.4.1 Maintenance préventive

Une intervention de maintenance préventive par an.

Tous les frais relatifs aux visites préventives sont inclus dans le prix forfaitaire annuel indiqué à l'annexe financière (déplacements, main d'œuvre).

En particulier les fournitures suivantes sont à la charge du titulaire :

- Les produits consommables nécessaires aux opérations de maintenance d'un équipement technique du périmètre (chiffons, produits de nettoyage et d'entretien, produits nécessaires à la maintenance des équipements, consommables).
- Les petites fournitures nécessaires à toute opération de maintenance sur les équipements techniques tels que petite visserie, fusibles, étiquettes et accessoires de fixation.
- Les pièces, outillages et consommables dont la valeur est inférieure à 50 Euros HT.

Saint Mandé et Trappes

L'intervention comprend pour chaque appareil:

- le nettoyage et dépoussiérage
- les contrôles des serrages
- la décharge contrôlée de la batterie avec un contrôle élément par élément
- la vérification des condensateurs de filtrage (ondulation résiduelle)
- les contrôles et réglages
- les essais contacteur statique
- le rapport de visite commenté.

Orly

L'intervention comprend pour chaque appareil la vérification:

- de l'état général et les conditions d'utilisation ;
- du ventilateur ;
- de la connectique, les cartes électroniques, les condensateurs de filtrage ;
- de l'état des câbles d'alimentation ;
- des paramètres (tension courant, fréquence, autonomie) ;
- des systèmes de protection foudre ou surtensions ;
- du fonctionnement du régulateur de tension ;
- de l'état et connectique des batteries ;
- de l'état et le fonctionnement des systèmes d'alarme sonore ou visuel ;

- de la mise à la terre ;
- du by/pass;
- autre (dépoussiérage...).

Le titulaire est tenu de faire au minimum un bilan oral à l'accompagnateur de Météo-France en particulier sur les éventuels changements de pièces à prévoir.

11.1.4.2 Maintenance curative

Les prestations de maintenance curative comprennent la réparation ou le changement de pièces hors d'usage interdisant le bon fonctionnement. Une solution palliative est admise mais devra être validée au préalable par Météo-France.

Elle est à réaliser selon deux modalités :

- après constat d'un défaut dans le cadre d'une visite préventive par le titulaire;
- après constat d'un défaut par Météo France.

a/ Conditions de déclenchement

Panne constatée 24/24 7J/7 : appel du responsable local du suivi du marché pour demande d'intervention, le titulaire s'engage à intervenir dans un délai maximum de 4 heures à compter de l'appel téléphonique.

Les coordonnées des responsables sont communiquées au titulaire à l'article 12.5 du présent CCP.

b/ Délais de remise en état

Le délai de remise en état de fonctionnement est de 24 heures à compter de l'intervention sur site.

Si l'intervention nécessite le remplacement immédiat de pièces, un devis sera émis et soumis à l'approbation de Météo-France qui adressera au titulaire un bon de commande de régularisation.

Passé le délai de 24 heures, les pénalités de retard mentionnées à l'article 22 du présent marché seront applicables, exception faite d'un retard exceptionnel de livraison dû au constructeur, preuve à l'appui (pour les pièces détachées).

Le titulaire communique à Météo-France ses coordonnées d'appel téléphonique, son numéro de télécopie et son adresse courriel auxquels doit être adressée la demande d'intervention.

c/ Cas des changements préventifs ou correctifs des batteries

Le type et le nombre de batteries sont identifiées pour chaque onduleur. Le titulaire doit indiquer dans l'annexe financière le coût de cette opération.

Pour tout remplacement de batteries, le titulaire établit un devis conforme en termes de montant à l'annexe financière du présent marché et le soumet à la validation de Météo-France qui formalise son acceptation par l'émission d'un bon de commande qui sera notifié au titulaire.

11.2. En cas de groupement d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le titulaire peut prévoir dans son mémoire technique que les éventuels bons de commande et les ordres de service sont adressés par Météo-France, par dérogation aux articles 3.7.4 et 3.8.4 du CCAG applicable, aux membres du groupement qui ont alors qualité pour formuler des observations. Il peut également prévoir dans son mémoire technique que les demandes de paiements sont présentées, par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG applicable, par les membres du groupement, lesquels sont alors habilités à formuler ou transmettre des réclamations par dérogation à l'article 12.1.4 du CCAG applicable.

11.3. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire se conforme aux textes relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail conformément à l'article 6.1 du CCAG.

11.4. Sous-traitance

La sous-traitance n'est pas autorisée pour la maintenance préventive (part forfaitaire).

11.5. Gestion des emballages

Par défaut, les emballages restent la propriété du titulaire qui est donc responsable de leur collecte.

12. Obligations du titulaire

12.1. Assurances

Le titulaire se conforme aux stipulations de l'article 9 du CCAG applicable.

12.2. Insertion sociale

L'article 12.2 du présent CCP déroge à l'article 16.1 du CCAG applicable.

12.3. Obligations environnementales du titulaire

Le titulaire s'engage à respecter la législation environnementale en vigueur.

Le titulaire respecte les exigences de l'article 20.2 du CCAG applicable quant à la gestion des emballages.

12.4. Accès réglementé aux locaux

Lorsque les techniciens du titulaire se rendent sur le site de Météo-France, soit pour procéder à une visite d'entretien, soit pour procéder à une intervention, ils doivent faire signer une fiche d'intervention au(x) représentant(s) de Météo-France habilité(s).

Lorsque le titulaire programme une visite préventive, il en avertit le représentant de Météo-France au moins 10 jours à l'avance, par mail adressé à : voir article 12.5 du présent document.

A la suite des visites préventives, si le titulaire constate un défaut, il établira un rapport d'état en précisant pour chaque défaut les observations et préconisations. Éventuellement un devis des pièces à remplacer est établi.

L'accès aux salles des onduleurs est effectué dans le respect des normes d'hygiène en vigueur ainsi que de la réglementation interne du site qui sera transmise au titulaire.

12.5. Responsables et correspondants techniques de Météo-France sur sites

Sites	Contact 1	Contact 2	Contact 3
Trappes	Monsieur Gilles FOURNIER gilles.fournier@meteo.fr Tel. 01 30 13 60 68 ou 06 03 42 45 80	Monsieur Florent POMIES florent.pomies@meteo.fr Tel. 01 30 13 60 36	Courriel générique : logistique-trappes@meteo.fr
St-Mandé	Monsieur Jean-Michel THERET jean-michel.theret@meteo.fr Tel. 01 77 94 74 99 ou 06 35 32 76 03	Monsieur Brice CHAPELLE brice.chapelle@meteo.fr Tel. 01 77 94 74 13	PC Sécurité St-Mandé Tel. 01 77 94 71 72
Orly	Monsieur Pascal DUCLOS	Monsieur Jean-Michel	Maintenance Orly

	pascal.duclos@meteo.fr Tel. 01 77 94 72 61 ou 06 84 63 73 16	THERET jean-michel.theret@meteo.fr Tel. 01 77 94 74 99 ou 06 35 32 76 03	Tel. 01 75 64 22 45
--	--	---	---------------------

12.6. Secret professionnel

Le titulaire observe le secret professionnel. À ce titre, il est astreint à une stricte obligation de confidentialité. Cette obligation demeure après le terme du marché public.

Ce secret s'étend notamment aux échanges auxquels le titulaire assiste ou participe, aux consultations qu'il donne à Météo-France, aux correspondances échangées ainsi qu'à tous les documents préparés au cours de l'exécution du marché public. Ce secret couvre également les affaires, documents, dossiers ou travaux élaborés par les agents du titulaire.

Les documents, renseignements, ou de façon plus générale, toutes les informations obtenues dans le cadre du marché public sont couverts par l'application du secret professionnel et ne peuvent être communiqués à des tiers. Cette restriction est levée si les documents, renseignements ou informations sont du domaine public.

12.7. Transfert des données

Au terme du marché public, le titulaire remet à Météo-France et au nouveau titulaire choisi par Météo-France, tous les documents ayant un caractère officiel dont il est dépositaire ainsi que tous les documents et informations nécessaires à l'exécution ou à l'achèvement de la mission qui lui était confiée ; la remise devant intervenir dans un délai permettant d'éviter toute forclusion ou prescription.

12.8. Information et conseil

Le titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil notamment d'information et de recommandation auprès de Météo-France. Le titulaire s'engage à informer Météo-France sans délai de toute nouveauté technologique ou de tout nouveau produit plus adapté, au cours de l'exécution du marché public.

13. Constatation de l'exécution des prestations

Les modalités de constatation de l'exécution des prestations stipulées au chapitre 5 du CCAG s'appliquent.

A l'issue de la visite annuelle et/ou des interventions demandées, Météo-France procède à une vérification qualitative et/ou quantitative et :

- Soit atteste le service fait, qui vaut admission de la prestation et/ou des pièces si les vérifications sont positives,
- Soit prononce l'ajournement assorti d'un délai de 24 heures pour procéder à une nouvelle prestation.

A l'issue de la nouvelle prestation, Météo-France procède à une nouvelle vérification et :

- Soit atteste le service fait, qui vaut admission de la prestation et/ou des pièces si les vérifications sont positives,
- Soit prononce le rejet de la prestation et/ou des pièces et éventuellement la résiliation du présent marché, si elle est non satisfaisante.

Il est rappelé qu'un ajournement ne dispense pas de l'application des pénalités encourues.

14. Garantie

Les prestations, fournitures, et les éventuelles pièces détachées remplacées sont garanties pendant une période de douze mois à compter de la date d'admission dans les conditions normales d'utilisation.

Le titulaire s'engage à disposer d'une assurance couvrant la responsabilité civile et tous dommages pouvant être causés lors des interventions.

Le titulaire garantit la conformité des prestations aux stipulations du marché pendant une durée de un (1) ans, dans les conditions prévues par l'article 33 du CCAG applicable.

15. Personnes désignées pour l'exécution des prestations

L'ordonnateur des dépenses de la direction direction de la commande publique et du patrimoine est la **Présidente-Directrice Générale** de Météo-France. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction générale
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Le représentant de Météo-France pour les besoins de l'exécution du présent marché public est **directeur de la logistique et du patrimoine** ou son représentant. Il est l'interlocuteur du titulaire pour la réalisation des prestations faisant l'objet du présent marché. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction de la logistique et du patrimoine
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Les **responsables et correspondant techniques** de Météo France sur site sont listés à l'article 12.5 du présent document.

La personne responsable pour fournir les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2191-61 du code de la commande publique est le directeur financier de Météo-France ou son représentant. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction financière
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Le comptable assignataire des dépenses est l'**agent comptable principal** . Ses coordonnées sont :

Météo-France
Agence comptable principale
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Le titulaire indique au plus tard à la notification du marché public :

- un contact qui est l'interlocuteur privilégié de Météo-France pour tout ce qui concerne l'ensemble des aspects techniques et contractuels ;
- le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;
- l'adresse courriel du responsable du suivi des documents que le titulaire doit transmettre à <https://www.e-attestations.com> (cf. article 21 du présent cahier des clauses particulières).

Les délais de trente jours prévus par l'article 3.4.3 et par le o) de l'article 41.1 du CCAG applicable sont ramenés à huit jours.

16. Propriété intellectuelle

La loi française est seule applicable.

17. Protection des données personnelles

Pour l'exécution du présent marché public le titulaire et ses éventuels sous-traitants sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, qui comprend en particulier le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ou « règlement européen sur la protection des données »), et la loi informatique et libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée. Il se conforme à l'article 5.2 du CCAG applicable.

17.1. Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités prévues par le présent marché.
- Traiter les données conformément aux instructions de Météo-France. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit français relative à la protection des données, il en informe immédiatement Météo-France. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer Météo-France de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.
- Ce que seuls ses personnels en charge de l'exécution du marché aient accès aux données à caractère personnel traitées. Il veille à ce que ces personnels :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection.

17.2. Mesures de sécurité

Le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles permettant la sécurisation des données et des traitements.

Il s'engage à ce titre à se conformer aux mesures de sécurité des données et des traitements, notamment techniques et organisationnelles, qu'il a définies dans son mémoire technique.

17.3. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à Météo-France de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider Météo-France à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, celui-ci doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique aux responsables du marché désignés conformément à l'article 15 du présent cahier des clauses particulières.

17.4. Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie sans délai à Météo-France toute violation des conditions des traitements des données à caractère personnel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à Météo-France, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

17.5. Assistance

Le titulaire assiste Météo-France, en cas de besoin, pour les éventuelles études d'impact ou réponses à sollicitations concernant les données personnelles traitées dans le cadre du marché.

17.6. Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire s'engage à tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de Météo-France comprenant :

- le nom et les coordonnées des responsables du marché désignés conformément à l'article 15 du présent cahier des clauses particulières, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre.

17.7. Documentation

Le titulaire met à la disposition de Météo-France la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par Météo-France ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

18. Établissement des prix

18.1. Définition

Les prix sont fixés à l'annexe financière de l'acte d'engagement du marché public. Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à l'assurance. Les prix sont forfaitaires et révisables.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes. La taxe appliquée est la TVA au taux de 20 %.

Ce taux n'est mentionné qu'à titre indicatif : en cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

18.2. Révision des prix

Les prix sont révisés annuellement au 1er janvier de chaque année à partir du 1er janvier 2027 selon la formule paramétrique suivante :

$$Pr = P \times (S1 / S0)$$

P = Prix initial

Pr = Prix révisé

S0 : indice initial - Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – A21 MZ – Services professionnels, scientifiques et techniques Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766511 publié par l'INSEE dont la valeur (non provisoire) est celle du 4^{ème} trimestre 2026.

S1 : indice final – même indice dont la valeur non provisoire est publiée au moment du calcul de la révision de prix.

Le coefficient de révision sera calculé par Météo-France et notifié au titulaire au plus tôt 1 mois avant la date d'application de la révision. Le coefficient de révision est arrondi à la troisième décimale supérieure. Les prix révisés par application de ce coefficient sont arrondis à la deuxième décimale la plus proche.

En cas de disparition de l'indice un nouvel indice de substitution préconisé par l'INSEE sera de plein droit applicable. Si aucun indice n'est préconisé, la substitution d'indice se fera par acte modificatif.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG applicable, les prix à payer pour les prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande sont ceux applicables à la date de la commande.

18.3. Modalités applicables en cas de titulaire étranger

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation de change. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

Tous les documents, factures, doivent être rédigés en français.

19. Paiements

19.1. Modalités de paiement

Le forfait annuel mentionné à l'annexe financière sera facturé annuellement à terme échu.

Les autres prestations sont payées après certification du service fait par Météo-France, ou à compter de la date de réception de la facture correspondante si celle-ci est postérieure à la certification du service fait.

Météo-France se libère des sommes dues par virement sur le compte du titulaire. Le paiement s'effectue suivant le respect des règles de la comptabilité publique.

Le délai de paiement est de trente jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par Météo-France ou de la date de réalisation des prestations si elle est postérieure.

Météo-France se libère des sommes dues par virement sur le compte du titulaire défini dans l'acte d'engagement ou du document en tenant lieu. Le paiement s'effectue suivant le respect des règles de la comptabilité publique.

19.2. Avance

Sous les réserves de la non-renonciation par le titulaire et du respect des conditions d'éligibilité prévues par le code de la commande publique, le taux de l'avance est de 5 %.

Ce taux s'applique au montant initial toutes taxes comprises du marché. Si la durée du marché est supérieure à douze mois, ce taux s'applique à une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois. Ce taux s'applique également au montant toutes taxes comprises des bons de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € hors taxes et dont le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché ou du bon de commande correspondant.

En tout état de cause, le remboursement de l'avance est terminé lorsque ce taux atteint 80 %.

Le remboursement de l'avance s'impute sur une seule demande de paiement du titulaire. Si, toutefois, le montant de la demande de paiement sur laquelle le remboursement de l'avance est imputé est inférieur au montant de l'avance, le surplus est imputé sur la demande de paiement suivante et ainsi de suite.

19.3. Intérêts moratoires

Lorsque les sommes dues au principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement de trente jours, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

19.4. Établissement des factures

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

En application des articles L. 2192-1 et suivants du code de la commande publique, le titulaire et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct sont tenus de transmettre les factures sous forme électronique via le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles à l'adresse :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées à Météo-France doivent comporter, outre les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les informations suivantes :

- Le numéro de marché public : 2531A0310.
- Le numéro de SIRET qui identifie Météo-France en tant que destinataire de la facture :
18006 0030 02117.
- Le code service de l'entité de Météo-France responsable : **31DLPSMA**
- Le cas échéant, le numéro d'engagement juridique (EJ) qui est transmis par Météo-France après la notification du marché public OU qui est mentionné sur le bon de commande transmis par Météo-France.

Le service en charge du traitement des factures est :

Météo-France
Direction financière
CSP dépenses

depenses.cspfinances-toulouse@meteo.fr

Toute facturation qui serait envoyée à Météo-France soit avant l'échéance prévue au marché, soit selon des modalités différentes de celles prévues par le présent marché, soit non conforme au marché (montant, quantité...), est renvoyée systématiquement au titulaire, qui doit la représenter conformément au marché.

20. Cession ou nantissement des créances

Le marché peut être nanti ou cédé dans les conditions définies par les articles L. 2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

Conformément aux articles L. 313-23 à L. 313-34 du code monétaire et financier, la créance cédée ou nantie doit être notifiée au comptable public assignataire des paiements, et l'exemplaire unique du marché doit être remis entre ses mains.

21. Pièces et attestations à fournir

21.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les six mois à compter de la notification du marché public et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, Météo-France peut, après mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai de quinze jours, résilier le marché public, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

21.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail)

Dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L. 8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, Météo-France enjoint au titulaire de faire cesser la situation délictuelle.

Le titulaire a deux mois à compter de sa mise en demeure pour apporter à Météo-France la preuve de la fin de la situation délictuelle. À défaut, à l'issue de ces deux mois, Météo-France peut résilier le marché public sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Météo-France informe l'agent auteur du signalement des suites données par le titulaire à son injonction.

21.3. Liste nominative du personnel étranger

Conformément à l'article D. 8254-2 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre à Météo-France, avant tout début d'exécution, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 et affectés à la réalisation des prestations objet du marché public.

Cette liste, établie à partir du registre du personnel, précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de cette liste doit être réalisée tous les six mois, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché public. Cette liste doit être déposée par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Si le titulaire n'emploie pas de salarié étranger, il doit néanmoins en faire la déclaration.

21.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs

Tout titulaire établi hors de France qui détache temporairement des salariés sur le territoire national est soumis à des obligations spécifiques fixées par les articles L. 1261-1 à L. 1265-1 et R. 1261-1 à D. 1265-1 code du travail.

Par suite, et conformément à l'article R. 1263-12 du code du travail, le titulaire adresse à Météo-France, le cas échéant, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les deux documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- Une attestation sur l'honneur certifiant qu'il s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal

En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, Météo-France vérifie que le titulaire qui détache des salariés a bien adressé une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail et désigné un représentant sur le territoire national.

22. Pénalités

22.1. Pénalités pour retard

En cas de retard du titulaire par rapport aux délais prévus par le marché public, le régime des pénalités pour retard prévu à l'article 14.1 du CCAG s'applique.

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées selon la formule suivante :

- Pour la maintenance préventive : un forfait de 100 € HT pourra être appliqué par jour de retard par rapport au délai contractuel.
- Pour la maintenance curative : un forfait de 50 € HT pourra être appliqué par heure de retard par rapport au délai contractuel.

L'application des pénalités s'effectue après constitution d'un dossier de pénalités à l'initiative de Météo-France. Ce dossier est complété des observations du titulaire et du responsable technique concerné de Météo-France afin que le représentant du Pouvoir Adjudicateur prenne ensuite sa décision (application partielle ou totale ou exonération) qui sera notifiée au titulaire.

23. Résiliation

Le marché public est résiliable par Météo-France dans les conditions prévues au chapitre 7 du cahier des clauses administratives générales applicable.

Sans préjudices des stipulations du CCAG applicable, et conformément aux articles L. 2195-3 et L. 2195-4 du code de la commande publique, le marché public est résilié aux torts exclusifs du titulaire lorsque les documents ou renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique sont inexacts, ou lorsque le titulaire refuse de produire, en cours d'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 ou R. 1263-12 du code du travail, conformément à l'article 21.1 du présent document. La résiliation du marché public est alors prononcée par Météo-France, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité. Météo-France peut en outre se prévaloir des stipulations de l'article 45 du cahier des clauses administratives générales applicable.

En outre, en cas de mauvaise exécution des prestations prévues au marché public ou de manquement grave dans les prestations, Météo-France peut, après mise en demeure, prononcer la résiliation du présent marché sans avoir à verser d'indemnité. Météo-France s'acquitte alors du montant des prestations réellement exécutées.

En cas de résiliation du marché public, quelle qu'en soit la cause, un décompte de résiliation est effectué conformément au cahier des clauses administratives générales applicable.

24. Litiges et attribution de juridiction

En cas de litige survenant dans l'exécution du présent marché public qui n'aurait pas pu être réglé dans le cadre des stipulations du chapitre 8 du CCAG applicable, les deux parties entendent le soumettre au Tribunal administratif de Melun – 43, rue du Général de Gaulle, 77000 Melun ou le Tribunal administratif de Versailles – 56, av. de St-Cloud, 78011 Versailles CEDEX (uniquement pour le site de Trappes)

La loi française est seule applicable. Les correspondances relatives au marché public sont rédigées en français.

25. Dérogations

Les stipulations de l'article 6 du présent cahier des clauses particulières dérogent partiellement à l'article 13.2.4 du CCAG applicable.

Les stipulations de l'article 8 du présent cahier des clauses particulières dérogent partiellement aux articles 2 et 3.1.1 du CCAG applicable.

Les stipulations de l'article 11.2 du présent cahier des clauses particulières dérogent aux articles 3.7.4, 3.8.4, 12.1.3 du CCAG applicable.

Les stipulations de l'article 12.2 du présent cahier des clauses particulières dérogent à l'article 16.1 du CCAG applicable.

Les stipulations de l'article 15 du présent cahier des clauses particulières dérogent partiellement à l'article 3.4.3 et au o) de l'article 41.1 du CCAG applicable.

Les stipulations de l'article 18.2 du présent cahier des clauses particulières dérogent partiellement à l'article 10.2.2 du CCAG applicable.